

Pêche : l'association Bloom évoque une « campagne de dénigrement puissante » et réagit

Jean-Marie CUNIN.

L'ONG de défense des océans a envoyé un long communiqué ce jeudi 10 avril pour dénoncer ce qu'elle qualifie de « campagne de dénigrement puissante orchestrée par les défenseurs du chalutage, notamment bretons ». Le 23 mars, Bloom avait publié une liste de 4 500 « navires destructeurs » qui avait provoqué la colère de nombreux pêcheurs et responsables politiques.

L'association Bloom, fondée il y a une vingtaine d'années et basée à Paris, a organisé un point presse suivi d'un communiqué ce jeudi 10 avril. Le but : dénoncer « **15 jours d'une campagne de dénigrement puissante orchestrée par les défenseurs du chalutage, notamment bretons** ».

L'ONG, qui assure lutter, selon son slogan, « **contre la destruction de l'océan, du climat et des pêcheurs artisans** », détaille dans ce communiqué les menaces reçues. L'association parle ainsi de « **harcèlement en ligne, calomnie, raids et censure sur nos réseaux sociaux, insultes misogynes, boucle Whatsapp de diffamation** ».

Bloom milite depuis toujours pour davantage renforcer les aires marines protégées, et s'oppose aussi au chalutage, une technique de pêche qui consiste à traîner un chalut au dans l'eau ou au fond de la mer. L'association prône ainsi la [« déchalutisation » de la flotte française, la suppression des chaluts](#).

Liste rouge des navires

Si l'ONG se dit régulièrement victime d'attaques en ligne, la situation semble avoir empirée depuis le 23 mars. Ce jour-là, l'association publie sur son site une « **liste rouge des navires destructeurs** » à destination « **des supermarchés** ». Cette liste « **recense plus de 4 500 chalutiers ayant pêché dans les aires marines protégées à l'échelle internationale en 2024** » dans le monde et dont il est « **urgent de s'affranchir** ».

Dans cette liste, on trouve le nom du navire, son pavillon, sa longueur, des indicatifs techniques et ses heures totales de pêche.

Si le nom de l'armateur ou des pêcheurs n'y figurent pas, il est facile, dans les ports (ou parfois par une simple recherche en ligne), de savoir quel navire appartient à qui. Des pêcheurs possédant des navires de 15 mètres ont vu leur bateau listé à côté de chalutiers usines dépassant la centaine de mètres.

Vives réactions

Cette liste, pourtant publique, « **n'était destinée qu'aux supermarchés** », assure Bloom dans son communiqué. Mais les réactions ont été très vives. Des représentants locaux, régionaux et

nationaux des pêcheurs ont dénoncé cette méthode. [La ministre de la Transition écologique, chargée aussi de la Mer et de la Pêche, également](#) . Son prédécesseur, [Fabrice Loher, actuel maire de Lorient, de même](#) .

À gauche, la section locale du PCF du pays Bigouden, dans le Finistère, a déploré que « ***l'ONG amalgame la pêche côtière, la pêche hauturière et la pêche industrielle capitaliste, spéculative, propriété de multinationales*** ».

Même Didier Gascuel, professeur en écologie marine à l'institut Agro Rennes-Angers, et qui a participé à une publication récente avec l'ONG, a dénoncé sur LinkedIn une méthode « ***extrêmement critiquable et totalement contreproductive*** ».

Le scientifique, qui assure aussi qu'il faut progressivement mettre fin au chalut, ajoute : « ***c'est le gouvernement qu'il faut blâmer, pour absence de protection et incohérence du discours, et non des pêcheurs qui pratiquent leur métier et se sentent injustement stigmatisés, voire diffamés par la liste rouge de Bloom*** ».

La presse régionale mise en cause

Ces réactions ont été abondamment relayées par *Ouest-France* et sa filiale spécialisée en économie de la mer *le marin*, mais également par de nombreux titres de presse : *Le Télégramme*, *l'Agence France Presse (AFP)* , *Les Échos*, *France 3*, *Basta Media*...

Ouest-France et *Le Télégramme* comptent des rédactions dans les ports bretons. Plusieurs journalistes ont donc [fait réagir rapidement leurs pêcheurs et leurs représentants locaux](#).

De quoi provoquer de nouveau la colère de Bloom, qui dénonce « ***le rôle joué par la presse régionale de Bretagne*** » qui « ***n'a pas une seule fois contacté Bloom pour respecter le principe du contradictoire*** » , mais « ***a aggravé le problème en produisant un grand nombre d'articles à charge s'apparentant plus à de la propagande qu'à du journalisme*** ».

Comme pour les pêcheurs, les élus, les scientifiques et les autres acteurs locaux ou nationaux, *Ouest-France* relaye régulièrement les positions d'ONG comme [Greenpeace](#) ou Bloom, sur des sujets chers aux associations et aussi variés que [le thon en boîte](#) , les [aires marines protégées](#) ou le [droit maritime](#).